

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 30/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUD BROYAGE RECYCLAGE

RD 103 - ZAC Le Fumérien
2 route de Bellegarde
30129 Manduel

Références : -
Code AIOT : 0006602036

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement SUD BROYAGE RECYCLAGE implanté 2 ROUTE DE BELLEGARDE RD 103 ZAC LE FUMERIAN 30129 MANDUEL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre d'une action régionale sur la thématique du risque incendie dans les centres de transit et de tri de la région Occitanie

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUD BROYAGE RECYCLAGE

- 2 ROUTE DE BELLEGARDE RD 103 ZAC LE FUMERIAN 30129 MANDUEL
- Code AIOT : 0006602036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUD BROYAGE RECYCLAGE exploite, en zone industrielle de Saint-Césaire un centre de tri et de traitement de déchets non dangereux, par broyage. Il s'agit essentiellement de déchets de bois issus de déchetteries. L'établissement traite environ 10 000 tonnes de déchets par an.

Le centre de tri est entouré par des établissements industriels, commerciaux ou de services. Egalement, quelques maisons individuelles sont situées, dans un secteur de garrigue, à l'ouest des limites du site dont les deux plus proches sont à 70 mètres des limites de propriété et sous le vent dominant.

Le fonctionnement de l'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral N° 03.206 N du 15 décembre 2003 autorisant la poursuite de l'exploitation d'un centre de tri, de transit et de traitements de déchets industriels banals et par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 10 août 2011 et 28 mai 2015.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité aux dossier d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 15/12/2003, article 1.8	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
2	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 15/12/2003, article 3.5	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 II	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Dispositifs de	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	rétenion des pollutions accidentelles	06/06/2018, article 11. IV		
12	Dispositifs de rétenion des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11. IV	Demande d'action corrective	15 jours
13	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	Demande d'action corrective	30 jours
14	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. IV	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Implantation – Aménagement	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté que l'exploitant a vendu le foncier de son installation et que des tiers ont été installés par le nouveau propriétaire au sein de l'installation classée telle qu'elle est réglementée par l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2023 sans que l'exploitant porte à la connaissance du préfet ces modifications. De plus, les modalités de stockage des déchets et la nature de ces déchets ne sont pas conformes à l'autorisation.

Dans le cadre de l'action régionale relative au risque incendie, il est constaté des non conformités importantes relatives aux équipements de défense incendie ainsi que l'absence de plan de défense incendie et l'absence de comptabilité des stocks.

Ces non conformités font l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Enfin des non conformités pouvant être résolues rapidement font l'objet d'une demande d'action corrective dont l'absence d'exécution dans les délais impartis pourra engendrer une autre proposition de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité aux dossier d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2003, article 1.8
Thème(s) : Situation administrative, Conformité aux dossier d'autorisation
Prescription contrôlée : <p>Les installations sont implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et autres documents présentés dans le présent dossier de demande d'autorisation sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.</p> <p>Par application de l'article 20 du décret 77.1133 du 21 septembre 1977, toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande en autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>Article 1.3 Consistance des installations autorisées.</p> <p>Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article 19 du décret 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé.</p> <p>L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">- un bâtiment A de 1220 m² qui abritera le centre de tri de déchets banals ;- un bâtiment B de 2850 m² qui abritera les activités de réparation des palettes ;- une plate-forme de broyage de 3491 m² qui regroupera les broyeurs et les stockages extérieurs suivants :<ul style="list-style-type: none">• deux îlots de stockages de déchets de bois de 1^{er} choix à broyer de 140 m² chacun,• un îlot de stockage de déchets de bois 2nd et 3^{ème} triés à broyer de 140 m²,• un îlot de stockage de broyats 1^{er} choix de 260 m²,• un îlot de stockage de broyats 2nd et 3^{ème} choix de 140 m²,- une zone de stockage extérieur de palettes constituée de 2 îlots de 740 m² chacun.
Constats : <p>Il est constaté que des tiers se trouvent désormais au sein de l'établissement. En effet, l'exploitant déclare que l'ensemble du site a été vendu à l'entreprise Croco-Immobilier. L'exploitant est donc maintenant locataire d'une partie du site. Le bâtiment B et une partie du parking devant ce bâtiment sont occupés par l'entreprise Sherco (constructeur de motos). Il y aurait eu également un garage automobile dans une partie de ce bâtiment mais qui serait maintenant définitivement fermé. Cette partie du site est séparée par un mur en mégablocs d'une hauteur d'environ 4 m. Ainsi le bâtiment B n'est plus utilisé pour l'activité de réparation de palettes.</p>

<p>Une autre partie du site (à l'Est) est occupée par l'entreprise Veolia (eau de Nîmes métropole). L'entrée du site est séparée par une clôture; ce qui permet des accès différenciés aux trois entreprises présentes sur le site.</p> <p>Le bâtiment A n'est plus utilisé par l'exploitant comme centre de tri des déchets banals mais comme bâtiment de stockage de matériel.</p> <p>La plate-forme de broyage extérieure n'est plus aménagée comme ce qui est prévu dans l'arrêté préfectoral. En effet, il est constaté :</p> <p>Un premier ensemble d'ilots contigus entre eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un ilot de bois B broyé de 600 m² - un ilot de déchets de bois (souches) à broyer (contigu au précédent ilot de bois B) de 250 m² - un ilot de déchets de bois broyé (contigu au précédent ilot de déchets de bois (souches)) de 300 m² <p>Un deuxième ensemble d'ilots contigus entre eux:</p> <ul style="list-style-type: none"> - un ilot de bois Bois B (palettes) de 500 m² - un ilot de bois vert à broyer (contigu au précédent ilot de bois B (palettes)) de 500 m² <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 1.8 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2003 et fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2003, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents stockages de déchets sont implantés conformément aux plans et autres documents présentés dans le présent dossier de demande d'autorisation, et notamment de la façon suivante.</p> <p>Les stockages extérieurs de déchets de bois seront les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux îlots de stockages de déchets de bois de 1^{er} choix à broyer de 140 m² chacun, - un îlot de stockage de déchets de bois 2nd et 3^{ème} triés à broyer de 140 m², - un îlot de stockage de broyats 1^{er} choix de 260 m², - un îlot de stockage de broyats 2nd et 3^{ème} choix de 140 m². <p>La hauteur de ces stockages ne dépassera pas 3 mètres.</p> <p>A l'intérieur du bâtiment où s'effectuent les opérations de tri, les déchets seront stockés en 3 tas distincts de 60 m² séparés entre eux de 4 mètres. La hauteur des stockages ne dépassera pas 3 mètres.</p>

<p>Constats :</p> <p>Il est constaté que la plate-forme de broyage extérieur n'est plus aménagée comme ce qui est prévu dans l'arrêté préfectoral. En effet, il est constaté :</p> <p>Un premier ensemble d'ilots contigus entre eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un ilot de bois B broyé de 600 m² sur une hauteur allant jusqu'à 5m - un ilot de déchets de bois (souches) à broyer (contigu au précédent ilot de bois B) de 250 m² sur une hauteur allant jusqu'à 5m sur une hauteur allant jusqu'à 5 m - un ilot de déchets de bois broyé (contigu au précédent ilot de déchets de bois (souches)) de 300 m² sur une hauteur allant jusqu'à 2 m <p>Un deuxième ensemble d'ilots contigus entre eux:</p> <ul style="list-style-type: none"> - un ilot de bois Bois B (palettes) de 500 m² sur une hauteur allant jusqu'à 4 m - un ilot de bois vert à broyer (contigu au précédent ilot de bois B (palettes)) de 500 m² sur une hauteur allant jusqu'à 4 m. <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2003 et fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Implantation – Aménagement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Une des façades de chaque bâtiment fermé est équipée d'ouvrants présentant une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation dispose d'une entrée et d'une sortie avec un parcours dimensionné pour les poids-</p>

lourds. Le bâtiments A dispose de 2 ouvertures permettant l'accès à des poids-lourds. Le bâtiments B n'est plus exploité par FGH (voir points précédents)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire; [...] Constats : Il est constaté la présence d'un plan à l'entrée du site indiquant les sens de circulation et le zones de stockage des déchets. Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. [...] Constats : Le site est équipé de 13 extincteurs répartis dans l'atelier et les bureaux et 2 sur les engins. Le site est équipé de 5 RIA. Le dernier contrôle et entretien réalisé sur ces équipements date du 11 mars 2022 d'après ce qui est indiqué sur le registre de sécurité. Par ailleurs, l'exploitant a présenté le rapport de vérification n° BI18676_09012024 (SECURIPRO) plus récent daté du 19 janvier 2024 Ainsi le contrôle annuel de ces équipements n'a pas été réalisé depuis moins d'un an. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 9 de l'arrêté du 6 juin 2018 et fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Points d'eau incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures.</p> <p>Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté la présence de 2 poteaux incendies à l'intérieur de l'installation.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport de vérification annuel du débit de ces poteaux.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 9 de l'arrêté du 6 juin 2018 et fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique

Prescription contrôlée : [...] Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; [...]
Constats : Tous les déchets sont stockés en extérieur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve de sable
Prescription contrôlée : [...] Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre l'incendie contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. [...]
Constats : L'installation ne dispose pas d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre l'incendie contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. Ce constat constitue une non conformité à l'article 9 de l'arrêté du 6 juin 2018 et fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Dispositifs de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 I
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : « L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

« Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

« Il comprend au minimum :

« - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

« - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

« - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

« - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

« - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

« - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

« - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

« - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

« - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

« - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

« - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.»

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le plan de défense incendie conforme à l'article 10-1 de l'arrêté du 6 juin 2018.

Ce constat constitue une non-conformité à l'article 10-1 de l'arrêté du 6 juin 2018 et fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Dispositifs de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 II

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie

Prescription contrôlée :

[..]

« Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

« Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

« Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

[...]

Constats :

L'exploitant déclare avoir réalisé un exercice en 2023. Cependant, il n'a pas été en mesure de présenter un compte-rendu d'exercice.

Ce constat constitue une non-conformité à l'article 10-1 de l'arrêté du 6 juin 2018 et fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11. IV

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement interne

Prescription contrôlée :

[...]

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égoûts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

Les dispositifs internes sont interdits lorsque que des matières dangereuses sont stockées.

<p>[...]</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermées par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La capacité de rétention des pollutions accidentelles est constituée par une zone étanche assimilée à un parking en pente vers un muret. Il est constaté la présence de terre et de boue accumulée sur la partie basse de cette zone. Ainsi la capacité réelle de rétention est diminuée. Le dispositif d'obturation est un guillotine manuelle ouverte en fonctionnement normal.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est nécessaire de procéder à un nettoyage de la zone.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 12 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11. IV</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, dimensionnement capacité de rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un justificatif de dimensionnement de la capacité de rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Fournir un justificatif de dimensionnement de la capacité de rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 13 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de consignes d'exploitation écrites concernant les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 14 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. IV
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets
Prescription contrôlée : [...] « En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets. » (Applicable à compter du 1er janvier 2025) La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. [...]
Constats : L'exploitant dispose d'un suivi des entrées et des sorties. Cependant ce suivi ne lui a pas permis de produire une comptabilité des stocks présents sur

l'exploitation.

Par ailleurs, il est constaté que certains déchets sont entreposés à une hauteur dépassant 3 mètres.

Ce constat constitue une non conformité à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 et fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois